

L'évolution de la population active de la région Centre sur longue période (1968-2004)

Plan du dossier

Partie A : Présentation de l'étude

- **Avant propos**
- **Méthodologie**
- **Principaux résultats**

Partie B : Analyse par sous périodes

- **1) analyse de la période 1968-1982**
 approche socio-démographique : un fort accroissement de la population active régionale soutenu par les migrations
 approche par le marché du travail : un dynamisme économique marqué en région Centre
- **2) analyse de la période 1982-1999**
 approche socio-démographique : l'accroissement de la population active régionale se réduit et les migrations deviennent défavorables
 emploi : décrochage de la région par rapport à la métropole
- **3) analyse de la période 1999-2004**
 emploi : confirmation du décrochage région - métropole malgré un contexte de reprise de la croissance

PARTIE A

Présentation de l'étude

Avant propos

Les responsables régionaux et locaux s'accordent sur la nécessité de disposer d'informations et d'études leur permettant de mieux connaître les différents territoires de la région afin d'en apprécier leurs enjeux et leurs perspectives d'évolution.

Cependant, préalablement à cette démarche visant à appréhender l'évolution des équilibres territoriaux à l'intérieur de la région, il nous a paru indispensable d'apporter des éléments de cadrage au niveau de l'ensemble de la région. Il s'agit notamment de préciser sa place dans le contexte national du point de vue des dynamiques démographiques et d'emploi sur longue période, avec l'idée que les constats effectués sur le passé pourraient permettre d'étayer des hypothèses prospectives.

C'est l'objectif du présent document réalisé dans le cadre d'un partenariat entre la Préfecture de la région Centre (Secrétariat Général aux Affaires Régionales) et la Direction Régionale de l'Insee.

Méthodologie

La population active d'un territoire varie sous l'effet de trois facteurs :

- **l'effet démographique** dû au seul renouvellement des générations d'actifs sous l'hypothèse du maintien des comportements d'entrée et de sortie du marché du travail et en l'absence de migrations définitives.
- **l'effet migrations résidentielles** mesure l'impact des mouvements de population entre les territoires, défini comme la différence de population observée en fin de période et la population attendue au vu du vieillissement de la population de début de période, sous l'hypothèse d'un même comportement d'activité entre migrants et non migrants.
- enfin, **l'effet taux d'activité** mesure la variation de la population active due seulement aux changements de comportement d'activité (entrée plus tardive des jeunes sur le marché du travail, hausse de l'activité féminine, ...)

Le marché du travail d'un territoire donné : la population active résidente, qui constitue la demande d'emploi, se répartit en population active occupée, chômeurs et militaires du contingent jusqu'à fin 2002. Certains résidents travaillent en dehors du territoire : ils effectuent des navettes sortantes.

A l'inverse, certains résidents d'autres territoires entrent travailler (navettes entrantes). Au total, le territoire offre un emploi « au lieu de travail », somme de l'emploi au lieu de résidence et du solde des navettes domicile-travail.

Dès lors, la variation de la population active sur une période peut s'étudier de deux façons :

- effet démographique + effet migrations résidentielles + effet taux d'activité
- ou bien variation de l'emploi (lieu de travail) + variation du chômage + variation des effectifs des militaires - variation du solde des navettes domicile-travail (entrantes - sortantes)

Principaux résultats

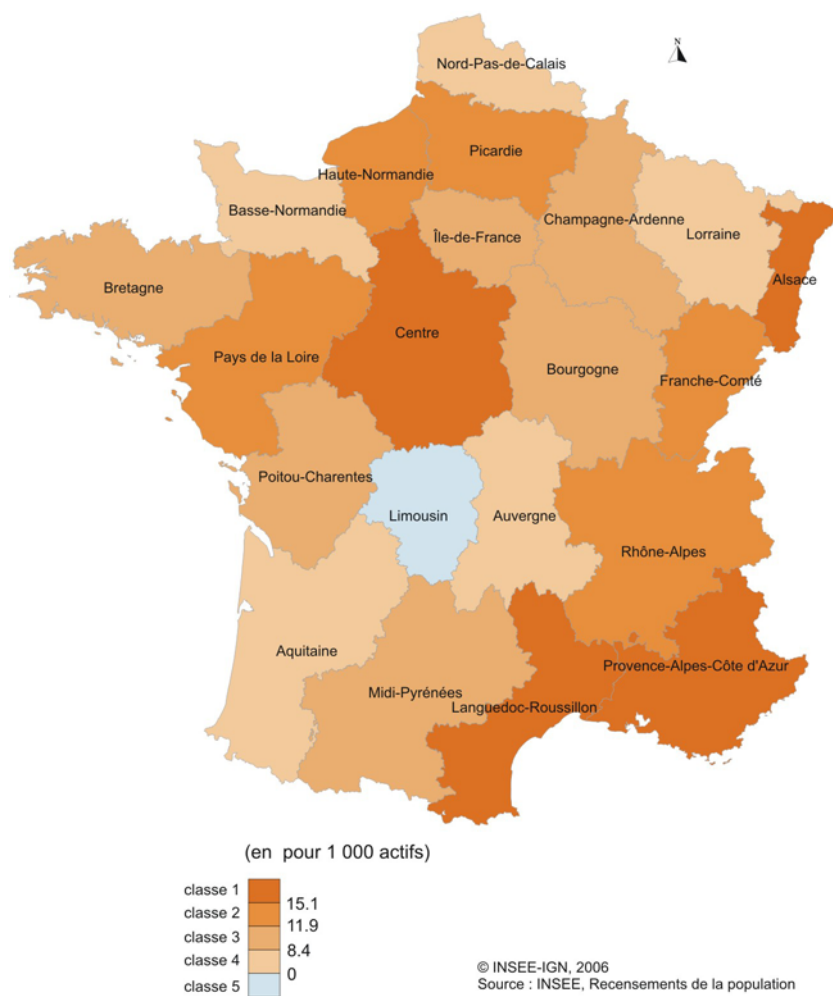
La population active régionale passe de 836 400 actifs en 1968 à 1 109 300 actifs en 1999. Mais, sur l'ensemble de cette période, l'évolution n'a pas été homogène. En effet, on constate une très forte hausse au cours des années 1970 suivie par un brusque ralentissement à partir du début des années 1980.

Avec une croissance annuelle moyenne de 1,4 %, la population active de la région a fortement augmenté entre 1968 et 1982, comparativement à la croissance moyenne française de 1 %. Cette évolution a été fortement soutenue par les migrations. A partir de 1982, la croissance de la population active régionale a brusquement ralenti et se situe légèrement au-dessous de la moyenne française (sur la période 1982-1999 : 0,5 % pour la région Centre contre 0,6 % pour la métropole). La contribution des migrations à cette évolution s'amointrit et devient même négative à partir des années 1990. Ainsi, la région, 4^{ème} dans le classement des régions françaises en terme de croissance de population active entre 1968 et 1982, se retrouve rétrogradée à la 11^{ème} place sur la période 1982-1999.

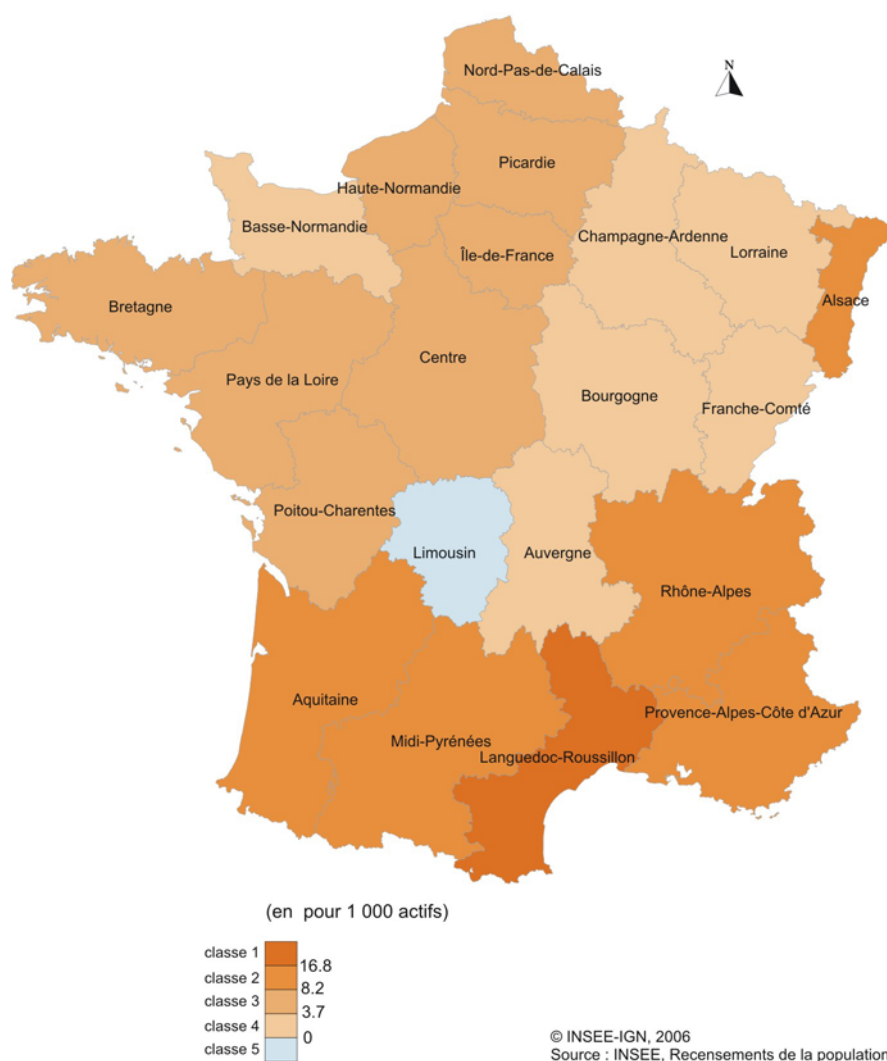
Ce changement de rythme dans l'évolution de la population active régionale va de pair avec une inflexion de son dynamisme économique. Le même scénario se produit au niveau de la croissance de l'emploi. S'élevant à plus de 0,9 % entre 1968 et 1982, elle permet au Centre d'occuper le 2^{ème} rang du classement des régions. Un fléchissement de 0,7 point sur la période suivante la rétrograde également en 11^{ème} position. Jusqu'au début des années 1980, la croissance de l'emploi régional est restée très supérieure à celle observée au niveau national. Ensuite, le positionnement de la région par rapport à la France s'inverse en matière de dynamique d'emploi. A partir de 1999, l'écart se creuse entre l'évolution nationale et régionale de l'emploi et si le taux de chômage reste localement plus faible, il se rapproche du niveau national.

Sur cette dernière période, l'industrie perd plus d'emplois en région Centre qu'au niveau national. L'évolution de l'industrie régionale est conditionnée par le comportement de grandes unités de production dont l'activité est soumise à la concurrence internationale et dont les centres de décisions se situent souvent à l'extérieur de la région. Dans ce contexte, bien des secteurs ont été touchés par des réductions d'effectifs entre 1999 et 2004. La pharmacie-parfumerie reste toutefois le principal secteur industriel dynamique de la région. La croissance de l'emploi salarié est principalement soutenue par le tertiaire. Mais, là aussi, les évolutions régionales restent en deçà des évolutions nationales notamment pour les services aux particuliers. Pour ce dernier secteur, des marges de progrès pourraient subsister dans la région d'autant qu'il propose moins d'emploi par ménage (58 emplois pour 1000 ménages) que dans l'ensemble de la province française (63 emplois pour 1000 ménages).

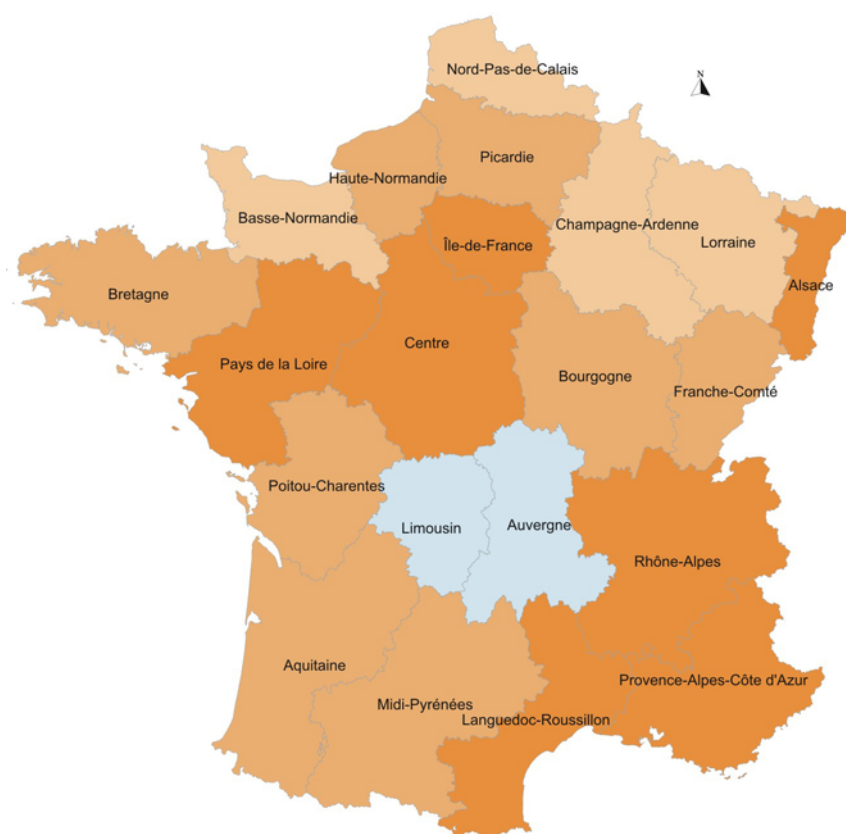
Variation annuelle moyenne de la population active sur la période 1968-1982



Variation annuelle moyenne de la population active sur la période 1982-1999



Variation annuelle moyenne de l'emploi sur la période 1968-1982

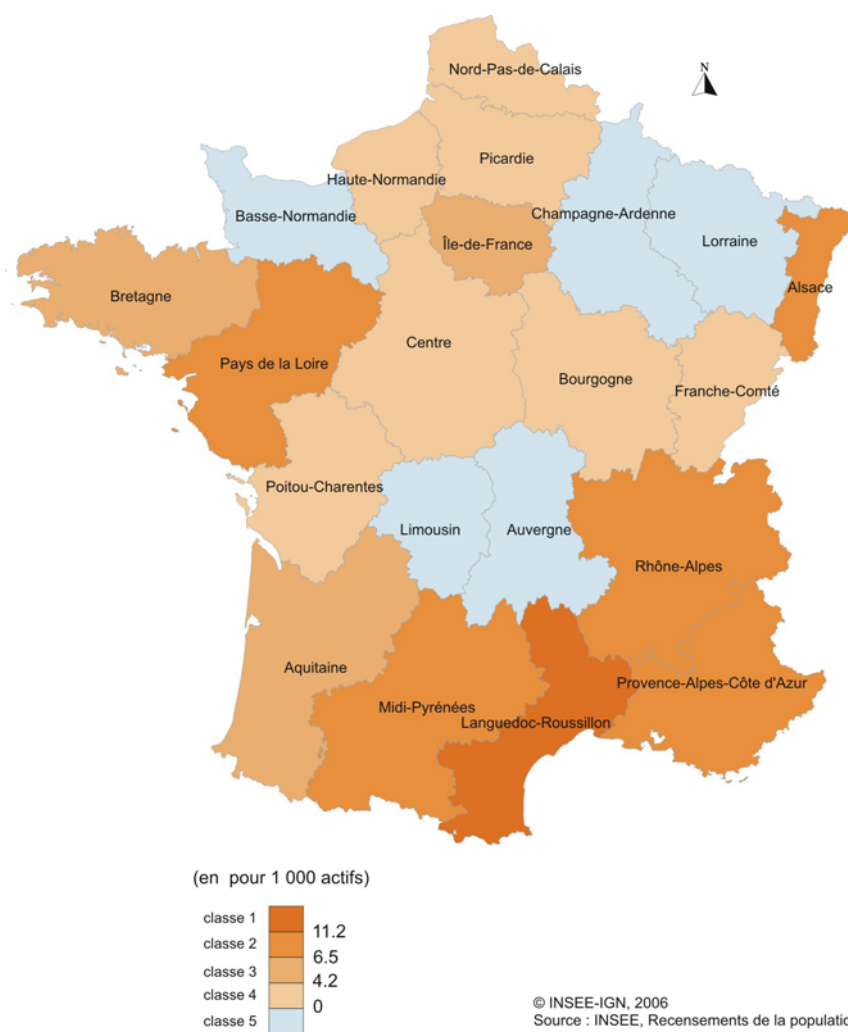


(en pour 1 000 actifs)

classe 1	12.8
classe 2	6.6
classe 3	2.3
classe 4	0
classe 5	0

© INSEE-IGN, 2006
Source : INSEE, Recensements de la population

Variation annuelle moyenne de l'emploi sur la période 1982-1999

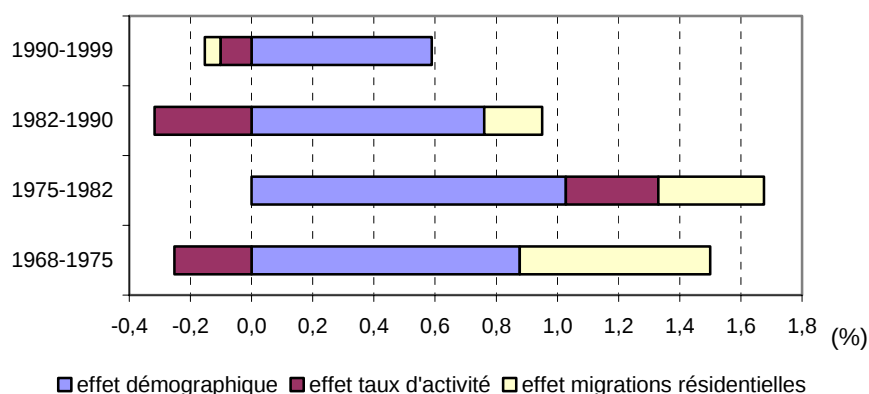


Evolution de la population active : approche socio-démographique

Dans cette approche, la population active d'un territoire varie sous l'effet de trois facteurs :

- un effet démographique dû au vieillissement et au renouvellement des générations : il s'agit de la variation du nombre de personnes en âge de travailler, résultant de la déformation de la pyramide des âges
- un effet taux d'activité qui mesure les changements dans les comportements vis à vis de l'activité
- un effet migrations résidentielles

L'approche socio-démographique : composantes de l'évolution de la population active depuis 1968 dans la région Centre



évolution annuelle moyenne de la population active (%)			contributions à l'évolution (en point)					
			Démographie		Taux d'activité		Migrations	
Région	Métropole		Région	Métropole	Région	Métropole	Région	Métropole
68-75	1,25	0,94	0,88	0,84	-0,25	-0,19	0,62	0,29
75-82	1,68	1,18	1,03	0,98	0,3	0,14	0,35	0,06
68-82	1,53	1,09	1	0,94	0,04	-0,02	0,50	0,18
82-90	0,63	0,78	0,76	0,7	-0,32	-0,04	0,19	0,12
90-99	0,44	0,55	0,59	0,55	-0,1	0,01	-0,05	-0,01
82-99	0,54	0,68	0,69	0,64	-0,21	-0,01	0,06	0,05

Source : Insee - Recensements de la population

Note de lecture :

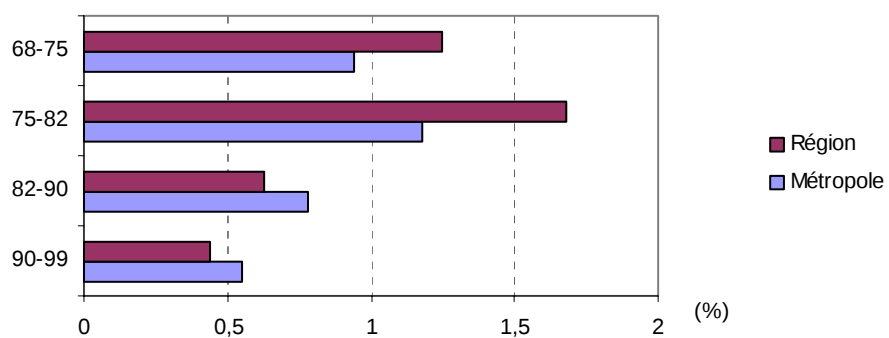
variation de la population active = effet démographique + effet migrations résidentielles + effet taux d'activité

A titre d'exemple, sur la période 1968-1975, la variation annuelle de la population active régionale se décompose :

- en deux effets positifs : l'effet démographique (0,88 point), l'effet des migrations résidentielles (0,62 point) ; le cumul de ces deux effets représente 1,5 point.

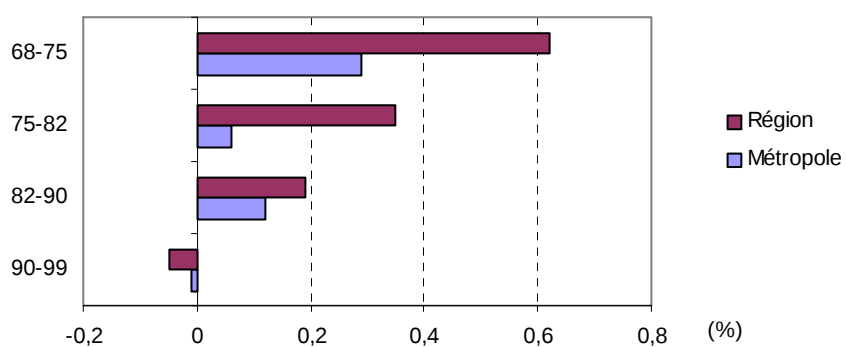
- en un effet négatif lié à la baisse des taux d'activité (-0,25 point).

Variation annuelle moyenne de la population active



Source : Insee - Recensements de la population

Contribution des migrations à la variation de la population active



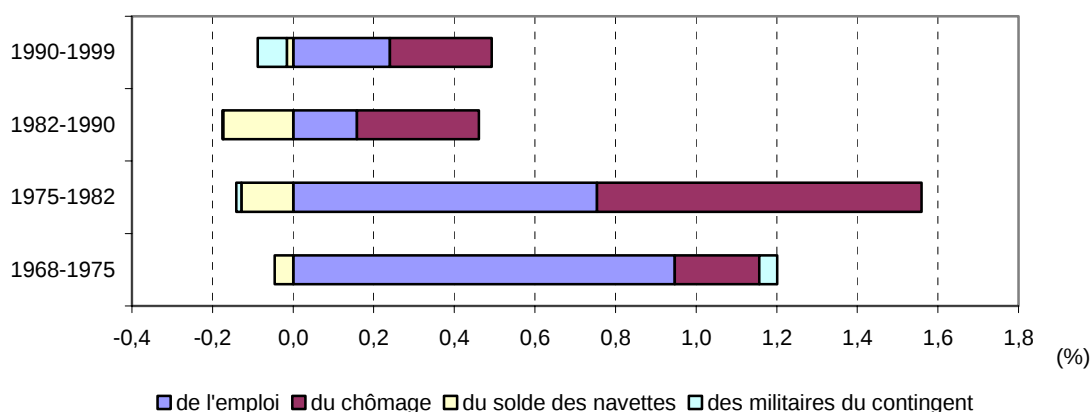
Source : Insee - Recensements de la population

Evolution de la population active : approche par le marché du travail

Dans cette approche, la variation de la population active correspond, sur une période donnée, aux variations des quatre composantes suivantes :

- l'emploi (au lieu de travail)
- le nombre d'actifs au chômage
- le solde des déplacements domicile - travail.
- l'effectif des militaires du contingent

L'approche " marché du travail " : composantes de l'évolution de la population active depuis 1968 dans la région Centre



	évolution annuelle moyenne de la population active (%)		contributions à l'évolution (en point)							
			Emploi		Chômage		Navettes domicile/travail		Militaires	
	Région	Métropole	Région	Métropole	Région	Métropole	Région	Métropole	Région	Métropole
68-75	1,25	0,94	0,95	0,61	0,21	0,27	-0,05	-0,04	0,04	0,02
75-82	1,68	1,18	0,75	0,37	0,81	0,81	-0,13	-0,01	-0,01	-0,01
68-82	1,53	1,09	0,88	0,50	0,54	0,57	-0,09	-0,02	0,02	0,004
82-90	0,63	0,78	0,16	0,37	0,3	0,37	-0,17	-0,05	0	-0,01
90-99	0,44	0,55	0,24	0,32	0,25	0,27	-0,02	-0,02	-0,07	-0,06
82-99	0,54	0,68	0,21	0,35	0,28	0,33	-0,09	-0,04	-0,04	-0,04

Source : Insee - Recensements de la population

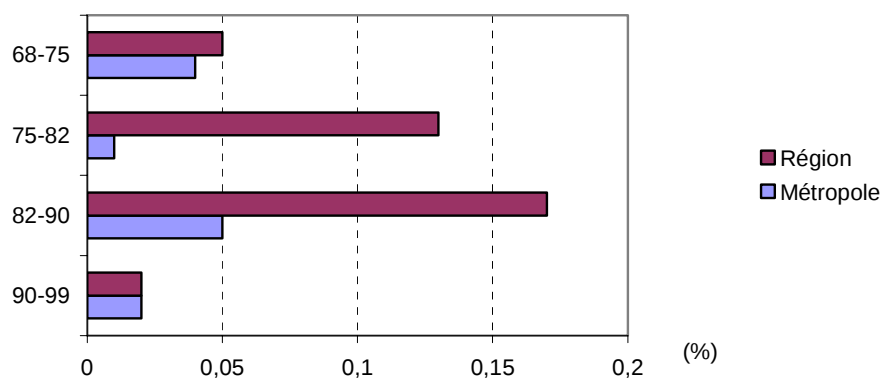
Note de lecture : les navettes sont les déplacements quotidiens entre le domicile et le lieu de travail

solde des navettes domicile - travail = navettes entrantes - navettes sortantes

variation de la population active = variation emploi + variation chômage + variation militaires - variation solde des navettes

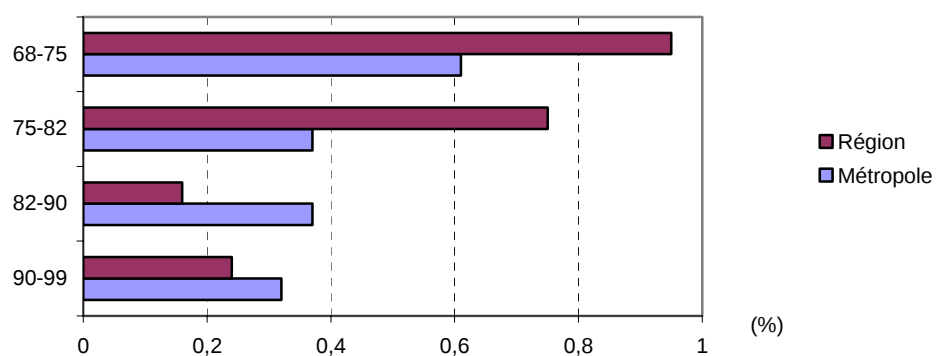
A titre d'exemple, sur la période 1968-1975, la variation annuelle de la population active régionale (1,25 %) est le résultat de 4 effets. Trois effets positifs se cumulent : celui lié à la variation d'emploi (0,95 point), celui lié à l'évolution du chômage (0,21 point) et celui lié à l'évolution de la population des militaires du contingent (0,04 point). Ensuite, on retranche le déficit des migrations domicile-travail observé entre le début et la fin de la période (-0,05 point).

Contribution des navettes domicile-travail à la variation de la population active

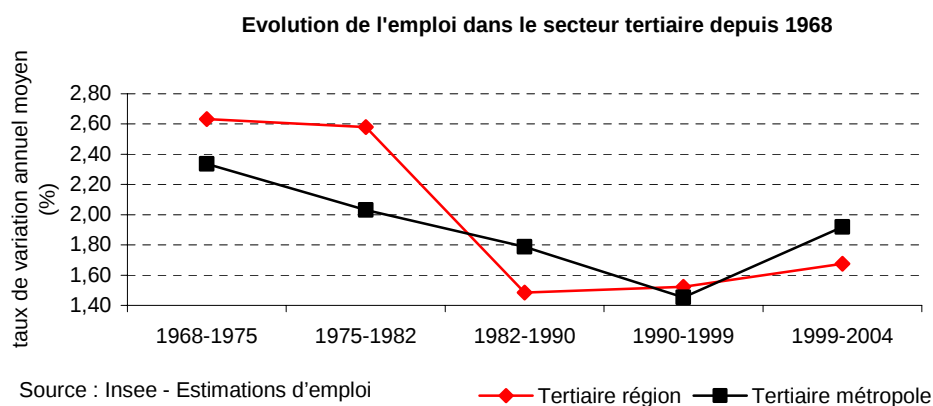
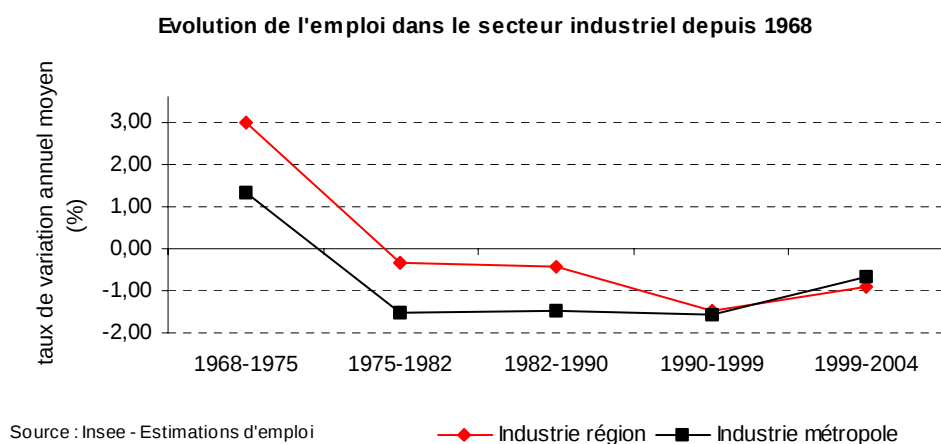
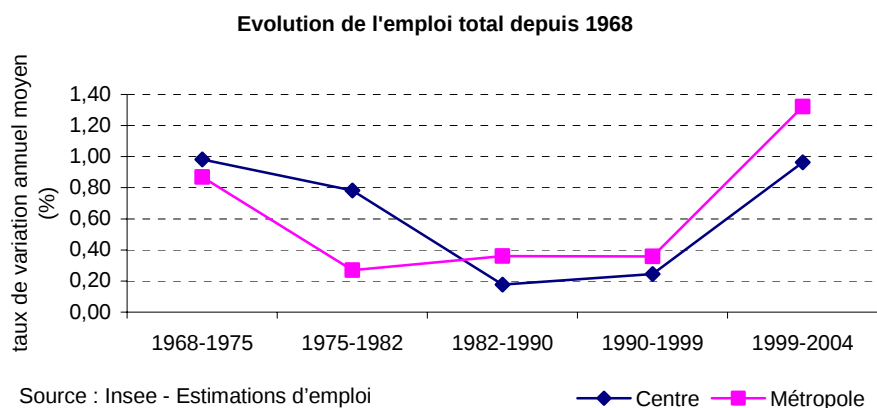


Source : Insee - Recensements de la population

Contribution de l'emploi à la variation de la population active



Source : Insee - Recensements de la population



Evolution de l'emploi total (taux annuel moyen exprimé en %)

	1968-1975		1975-1982		1982-1990		1990-1999		1999-2004	
	Centre	métropole	Centre	métropole	Centre	métropole	Centre	métropole	Centre	métropole
Agriculture	-5,47	-5,08	-2,51	-3,41	-4,69	-3,66	-3,57	-3,29	-1,31	-1,95
Industrie	3,01	1,31	-0,32	-1,53	-0,46	-1,50	-1,46	-1,58	-0,90	-0,67
Construction	-0,45	0,39	-0,76	-0,88	-0,96	-1,30	-1,61	-2,16	1,53	2,11
Tertiaire	2,63	2,34	2,58	2,03	1,48	1,79	1,52	1,45	1,68	1,92
Total	0,98	0,87	0,78	0,27	0,18	0,36	0,25	0,36	0,96	1,32

Source : Insee - Estimations d'emploi

PARTIE B

Analyse par sous-périodes

1) Analyse de la période 1968-1982

Etude de la variation de la population active sur cette période selon l'approche socio-démographique.

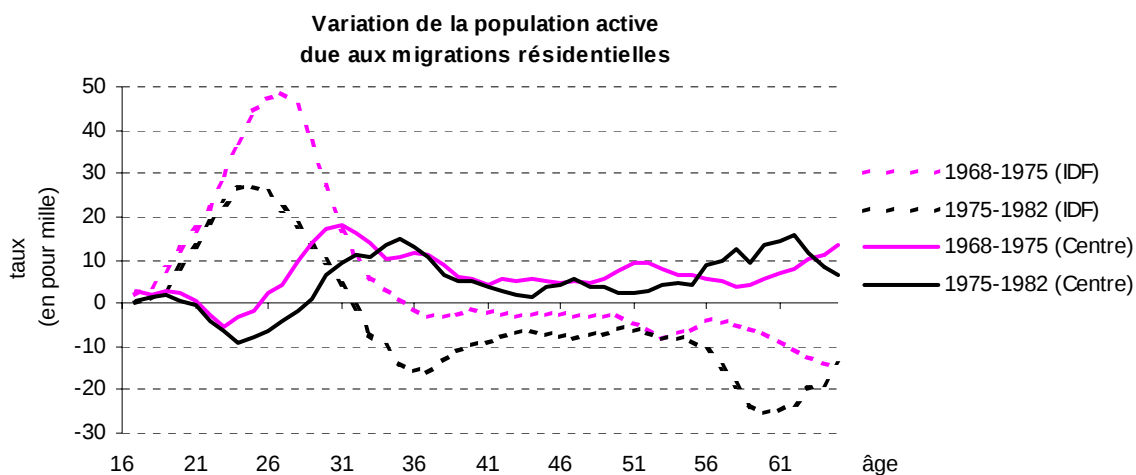
Un fort accroissement de la population active régionale soutenu par les migrations

Entre 1968 et 1982, la population active régionale augmente plus vite que la population active métropolitaine. La croissance est particulièrement rapide dans la région entre 1975 et 1982, où la variation annuelle moyenne du nombre d'actifs s'élève à 1,68 %. Ce taux est supérieur de 0,5 point à celui observé au niveau national.

Le renouvellement des générations d'actifs a été le principal facteur de la croissance de la population active de la région : l'arrivée nombreuse d'une population en âge de travailler compense largement les départs d'actifs à la retraite. Cependant, les migrations constituent également un facteur important de l'évolution de la population active régionale. Elles témoignent ainsi de l'attractivité du territoire en matière d'actifs.

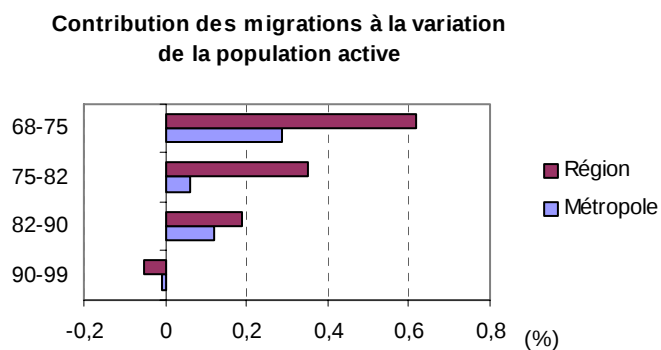
Sur la période 1968-1975, les migrations ont contribué à la moitié de l'accroissement de la population active régionale (variation annuelle moyenne de la population active due à cet effet : 0,62 % dans la région contre seulement 0,29 % au niveau de la métropole). Ainsi, ce sont plus de 5000 actifs qui viennent enrichir la population active régionale chaque année. Les arrivées d'actifs dépassent les départs à presque tous les âges. L'excédent est particulièrement élevé pour les personnes de 28 à 32 ans (pour les personnes de 30 à 33 ans en province). En revanche, entre 21 et 25 ans, les départs d'actifs de la région, notamment vers l'Île de France, sont un peu plus nombreux que les arrivées : beaucoup de jeunes poursuivent leurs études hors de la région.

La contribution des migrations résidentielles à l'accroissement de la population active régionale diminue nettement entre 1975 et 1982 (variation annuelle moyenne de la population active due à cet effet : 0,35 %). Néanmoins, celle-ci reste importante au regard de celle observée au niveau de la métropole (variation annuelle moyenne de la population active due à cet effet : 0,06 %). Sur les deux sous-périodes, l'avantage régional par rapport à la métropole reste de l'ordre de 0,3 point. A partir de 30 ans, les arrivées d'actifs compensent les départs, tant pour la région que la province. Au niveau régional, l'excédent des arrivées sur les départs est très marqué pour les 30-35 ans. Cependant, la perte des jeunes actifs se confirme. Ce phénomène s'amplifie et concerne une plus grande partie des jeunes, de 20 à 27 ans. Ces migrations profitent essentiellement à la région Île de France où les arrivées d'actifs dans cette tranche d'âge dépassent largement les départs.



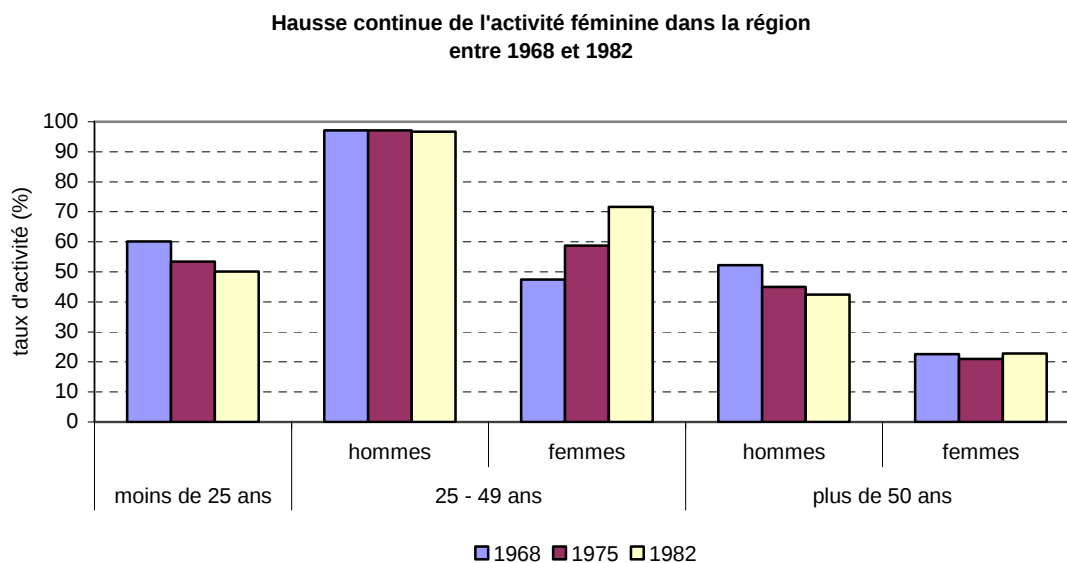
Source : Insee - Recensements de la population

Note de lecture : Pour chaque âge, on calcule le taux de variation des migrations résidentielles pour 1000 actifs sur la période considérée. A titre d'exemple, le taux sur la période 1968-1975 correspond au rapport entre la variation de population active due aux migrations résidentielles entre 1968 et 1975 et la population active en 1968.



Source : Insee - Recensements de la population

Note de lecture : sur la période 1968-1975, la variation de la population active régionale due aux migrations s'élève à 0,62 %



Source : Insee - Recensements de la population

Les modifications des taux d'activité ont également contribué à l'évolution de la population active. Les entrées plus tardives sur le marché du travail, conséquence de l'allongement de la durée des études, combinées à des départs en retraite plus précoces ont entraîné une réduction de la période d'activité et par conséquent ont contribué à une baisse de la population active.

Entre 1968 et 1975, l'effet lié aux taux d'activité contribue à une baisse de la population active tant au niveau de la région que de la métropole (variation annuelle moyenne de la population active due à cet effet : -0,25 % dans la région, -0,19 % dans la métropole).

Sur cette période, le taux d'activité régional des jeunes de moins de 25 ans a particulièrement diminué, passant de 60,1 % en 1968 à 53,4 % en 1975. La part des personnes actives parmi celles âgées de plus de 50 ans a également baissé sur cette période (35,8 % en 1968, 31,8 % en 1975). Seule la part des femmes actives parmi celles âgées de 25 à 49 ans a fortement augmenté, passant de 47,4 % en 1968 à 58,7 % en 1975. Néanmoins, la hausse de l'activité des femmes dans cette tranche d'âge ne parvient pas à accroître la population active de la région.

En revanche, entre 1975 et 1982, les modifications des taux d'activité se sont traduites par une augmentation de la population active régionale et métropolitaine (variation annuelle moyenne de la population active due à cet effet : +0,3 % au niveau de la région, +0,14 % au niveau de la métropole). Ceci est essentiellement la conséquence de l'importante hausse de l'activité des femmes de plus de 25 ans, particulièrement de celles âgées entre 25 et 49 ans. En effet, dans la région, le taux d'activité de ces dernières a augmenté de 13 points par rapport à 1975 (+11,4 points au niveau national). A contrario, le taux d'activité des jeunes de moins de 25 ans et des hommes de plus de 25 ans continue de décroître entre 1975 et 1982. La baisse d'activité des seniors a d'abord concerné les plus âgés pour s'étendre aux personnes de 50 à 55 ans.

Etude de la variation de la population active sur la période 1968-1982 selon l'approche par le marché du travail et étude de l'évolution de l'emploi régional et métropolitain par secteurs d'activités.

Un dynamisme économique marqué en région Centre

Sur le plan économique, le dynamisme régional est marqué : en effet, sur l'ensemble de la période 1968-1982, l'évolution de l'emploi total régional (+0,88 % par an) est restée très supérieure à l'évolution nationale (+0,57 % par an). La région se démarque particulièrement de la métropole dans la deuxième partie des années 1970. En effet, entre 1975 et 1982, elle affiche un taux de variation annuel moyen de l'emploi total de +0,78 %, supérieur de 0,5 point à celui observé au niveau national.

Entre 1968 et 1982, les gains d'emplois proviennent surtout du secteur tertiaire qui a régulièrement progressé sur la période. La hausse est particulièrement rapide dans la région où le taux de variation annuel moyen approche 2,4 %. A partir de 1975, l'écart se creuse entre la région et la métropole. Au niveau national, le taux de variation annuel moyen est inférieur de 0,6 point à celui de la région.

Entre 1968 et 1975, l'emploi industriel régional connaît une progression importante avec un taux de variation annuel moyen de +3 %. Au niveau de la métropole, la progression est moins rapide (taux de variation annuel moyen de +1,3 %). Sur la période 1975-1982, marquée par le premier choc pétrolier, la tendance s'inverse au niveau national alors que la région résiste aux pertes d'emplois industriels. L'écart entre l'évolution régionale et l'évolution nationale reste du même ordre que celui de la période de forte croissance.

Le BTP, comme le secteur agricole, perd des emplois sur toute la période. La baisse est moins accentuée dans la région que dans la métropole après 1975.

Depuis 1975, le poids du secteur industriel est plus élevé dans l'emploi total de la région que dans celui de la métropole. En 1982, l'industrie concentre 28 % des emplois régionaux contre 26 % au niveau national. Au début des années 70, la croissance de l'emploi industriel régional est soutenue par les secteurs de la construction mécanique, de la construction électrique et électronique, du caoutchouc-plastiques, de l'automobile et de la chimie-parachimie.

La chimie, la pharmacie-parfumerie, les constructions électriques et électroniques ainsi que l'automobile se sont développées du fait des décentralisations. En effet, au cours des années 1960, la région a bénéficié de l'implantation d'unités de production industrielles appartenant à des entreprises dont le siège social se trouvait en région parisienne. Il s'agissait de délocalisations opérées dans le contexte d'un développement de l'activité ou de la création d'unités nouvelles. Jusqu'au milieu des années 1970, l'évolution de l'emploi a été très positive dans les établissements décentralisés et explique les évolutions favorables des secteurs cités ci-dessus.

Malgré un développement rapide depuis la fin des années 1960, le secteur tertiaire, quant à lui, reste sous représenté dans la région par rapport à la métropole. En 1982, il totalise 52 % des emplois régionaux contre 58 % au niveau national. Les entreprises de services qui emploient le plus de salariés sont celles spécialisées dans les services aux particuliers, les transports et les services aux entreprises. Sur cette période, la croissance des effectifs salariés dans les entreprises de services aux particuliers et de services aux entreprises est particulièrement forte (taux de variation annuel moyen entre 1968 et 1975 : + 7,6 % et + 6,6 % respectivement). Ainsi, en 1982, 17 % des salariés du secteur des services travaillent dans des entreprises de services aux particuliers (7 % dans les services aux entreprises).

**Forte progression de l'emploi salarié régional
dans le secteur des services et dans les secteurs industriels concernés par les
décentralisations**

	taux de variation annuel moyen (%) 1968-1975	gain ou perte d'emplois en nombre	taux de variation annuel moyen (%) 1975-1982	gain ou perte d'emplois en nombre
Industrie	3,44	53200	-0,30	-5200
IAA	0,37	500	1,43	2000
Energie	0,62	300	5,74	3300
Minér.métaux, mat.constr.	1,70	1500	-2,51	-2200
Verre	3,24	700	-3,26	-600
Chimie, parachimie	7,05	5500	1,33	1400
Fonderie, métaux	1,06	1900	-0,16	-300
Const. Mécanique	5,89	9700	-1,38	-2700
Const. électrique, électro	8,15	13300	-0,14	-300
Automobile	7,40	7000	-1,05	-1200
Aéronaut, armement	2,51	1800	-1,06	-800
Textile, habillement	-0,06	-100	-2,78	-4100
Cuir, chaussure	-4,12	-1300	-0,75	-200
Bois, meuble	3,52	3100	0,39	400
Papier, carton	5,55	1700	-3,00	-1000
Imprimerie, presse	4,05	2400	0,74	500
Caoutchouc, plastiques	4,10	5200	0,40	600
Commerce	2,10	9000	2,68	13200
Services	3,82	64300	3,11	64900
Services aux entreprises	6,65	7000	4,70	6900
Transports	1,81	2800	1,26	2100
Services aux particuliers	7,58	15900	6,02	19700
Ensemble des salariés	2,42	107600	1,10	54600

Source : Insee - Estimations d'emploi

NB : sur ces périodes, on ne dispose de résultats par secteur au niveau de l'ensemble du pays (suite au changement de nomenclature en 1993, les données France Entière n'ont pas été reconstituées sur ces périodes).

A titre indicatif, la variation annuelle moyenne de l'emploi total métropolitain s'élève à 0,87 % (contre 0,98 % au niveau régional) sur la période 1968-1975. Sur la période 1975-1982, elle atteint 0,27 % (contre 0,78 % au niveau régional).

Cependant, l'évolution de l'emploi est restée en retrait de l'augmentation de la population active. C'est entre 1975 et 1982 que l'écart a été le plus important (variation annuelle de la population active : 1,68 %, variation annuelle de l'emploi total : 0,78 %). La dynamique de l'emploi a surtout favorisé l'attractivité résidentielle de la région mais ne s'est pas traduite par une amélioration de la situation du marché du travail. En dessous de la barre des 2 % en 1968, le taux de chômage régional (au sens du RP) a progressé tout au long de la période. L'augmentation a été la plus forte entre 1975 et 1982 (4,8 points). En 1982, presque 8 % de la population active de la région se déclare sans emploi. Néanmoins, sur la période, les taux de chômage régionaux restent inférieurs à ceux observés dans la métropole.

Les navettes domicile-travail entre le Centre et les autres régions se sont accentuées au cours de la période. Les actifs résidents sont de plus en plus nombreux à travailler à l'extérieur de la région, notamment en Ile de France. Ainsi, le solde des déplacements domicile-travail à l'extérieur des frontières régionales s'est creusé, de -390 actifs par an entre 1968 et 1975 à -1160 actifs par an après 1975.

	Taux de chômage (%) (au sens du RP)	
	Centre	métropole
1968	1,8	2,1
1975	3,0	3,8
1982	7,8	8,8

Source : Insee - Recensements de la population

NB : le taux de chômage (au sens du RP) correspond au rapport entre le nombre de chômeurs et la population active (actifs occupés + chômeurs). Sont classées comme chômeurs les personnes qui se sont déclarées « chômeurs (inscrites ou non à l'ANPE) » sauf si elles ont déclaré explicitement par ailleurs ne pas rechercher de travail.

2) Analyse de la période 1982-1999

Etude de la variation de la population active sur cette période selon l'approche socio-démographique.

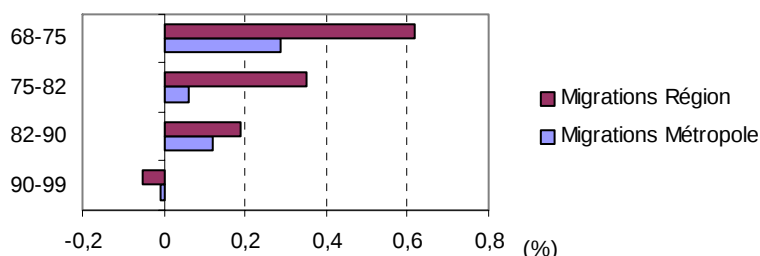
L'accroissement de la population active régionale se réduit et les migrations deviennent défavorables

L'évolution de la population active régionale a été divisée par trois entre la période 1968-1982 (+1,53 % par an) et la période 1982-1999 (+0,54 % par an). Au cours de cette dernière période, la croissance régionale du nombre des actifs est ainsi devenue inférieure à l'évolution nationale (+0,68 % par an).

Même si le renouvellement des générations d'actifs reste, presque exclusivement, le facteur principal de cette croissance, son effet est moins marqué qu'avant 1982, tant au niveau de la région que de la métropole. Néanmoins, les générations nombreuses des enfants et petits enfants du baby boom ont plus que compensé les départs en retraite des classes creuses de l'avant guerre.

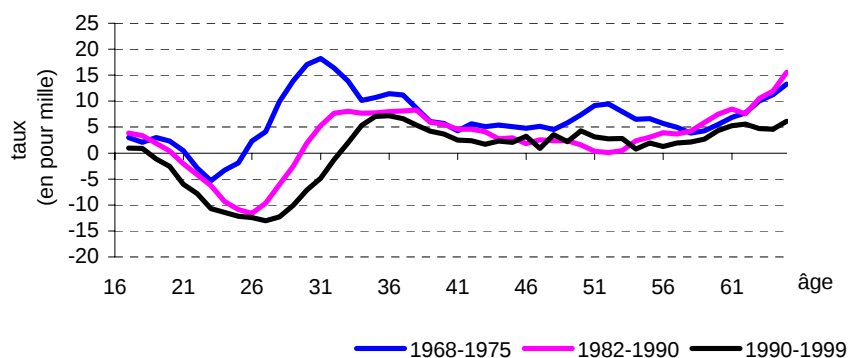
La contribution des migrations à la hausse de la population active régionale s'amoindrit entre 1982 et 1990 (variation annuelle moyenne de la population active due à cet effet : 0,19 % contre 0,5 % sur la période 1968-1982). Cet effet devient même négatif après 1990 : le faible pouvoir d'attraction de la région entraîne ainsi une baisse de 550 actifs par an. En particulier, le déficit migratoire des jeunes actifs continue de s'amplifier après 1982 et concerne désormais les jeunes de 19 à 31 ans (les personnes de 21 à 32 ans en province, sur la période 1990-1999). Pour ces populations, l'attractivité de la région Ile de France reste très forte. Par ailleurs, les gains d'actifs trentenaires sont devenus plus faibles que par le passé dans la région Centre.

Contribution des migrations à la variation de la population active



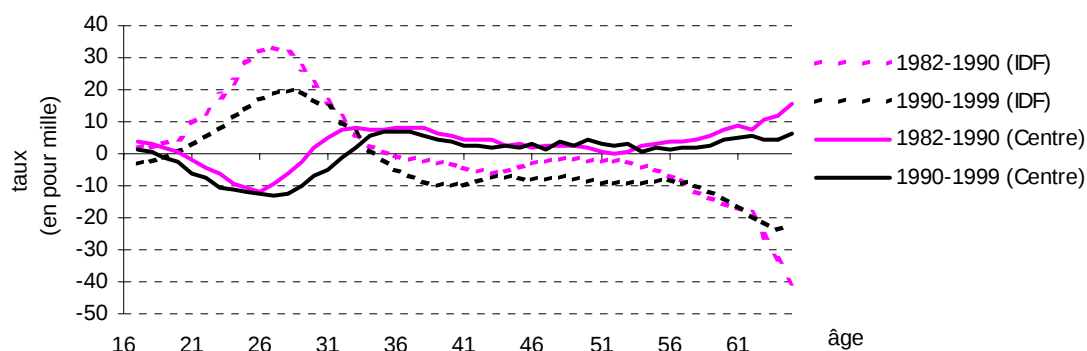
Variation de la population active due aux migrations résidentielles

le déficit des jeunes actifs se confirme et se creuse ...



Source : Insee - Recensements de la population

Variation de la population active due aux migrations résidentielles

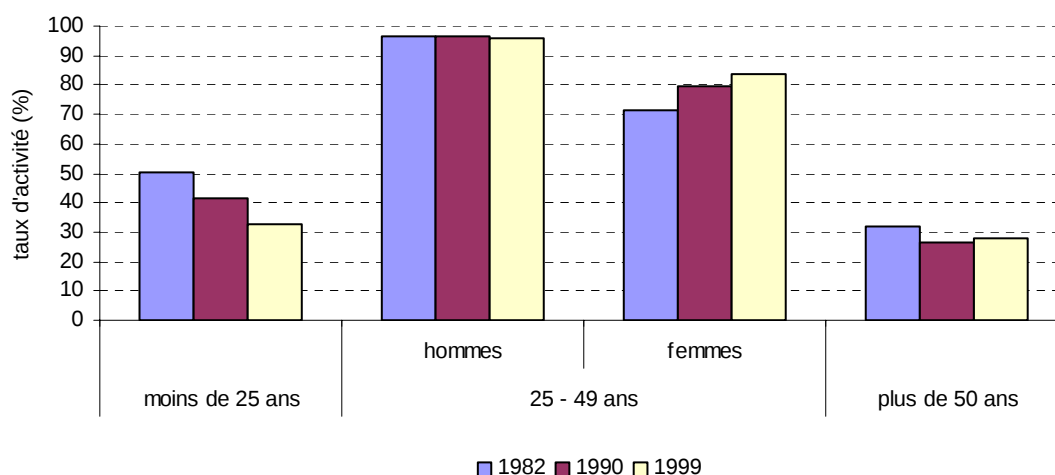


Source : Insee - Recensements de la population

Note de lecture : Pour chaque âge, on calcule le taux de variation des migrations résidentielles pour 1000 actifs sur la période considérée. A titre d'exemple, le taux sur la période 1982-1990 correspond au rapport entre la variation de population active due aux migrations résidentielles entre 1982 et 1990 et la population active en 1982.

Les modifications des taux d'activité (entrées plus tardives sur le marché du travail, départs en retraite plus précoces) ont continué à peser sur l'évolution de la population active régionale après 1982. La baisse des taux d'activité des jeunes et des seniors est particulièrement défavorable à l'évolution du nombre d'actifs dans la région entre 1982 et 1990 d'autant que la croissance plus modérée de l'activité féminine apporte peu d'actifs supplémentaires. Globalement, les changements de taux d'activité se traduisent par une baisse de plus de 3000 actifs par an sur cette période. Au niveau national, l'impact de ce facteur taux d'activité sur l'évolution du nombre d'actifs est peu marqué.

Poursuite de la baisse du taux d'activité des jeunes dans la région après 1982



Source : Insee - Recensements de la population

Etude de la variation de la population active sur la période 1982-1999 selon l'approche par le marché du travail et étude de l'évolution de l'emploi régional et métropolitain par secteurs d'activités.

Emploi : décrochage de la région par rapport à la métropole

L'évolution de l'emploi total s'est fortement ralentie après 1982 dans la région : le taux de variation annuel moyen du nombre d'emplois descend à 0,2 % sur la période 1982-1999 soit 0,6 point de moins par rapport à la fin des années 1970. Dans le même temps, la croissance annuelle moyenne de l'emploi métropolitain diminue également et atteint 0,3 % sur l'ensemble de la période 1982-1999.

Depuis 1982, l'évolution de l'emploi régional se situe en dessous de l'évolution nationale (0,1 point). Deux raisons à cela : le secteur tertiaire est moins dynamique dans le Centre et l'industrie, qui perd des emplois, est davantage représentée dans la région.

Le secteur tertiaire, dont la progression du nombre d'emplois se maintient après 1982, reste le principal secteur créateur d'emplois dans la région. Celle-ci conserve malgré tout un léger retard par rapport à la France (taux de croissance moyen du nombre d'emplois dans le secteur tertiaire : +1,48 % dans la région contre 1,79 % au niveau métropolitain entre 1982 et 1990, 1,6 % sur la période 1982-1999 au niveau régional et national). En 1999, le secteur tertiaire regroupe 66 % des emplois régionaux contre 72 % au niveau national. A l'image de la métropole, la progression de l'emploi reste la plus forte, sur la période 1982-1999, dans les services aux entreprises et les services aux particuliers. Ces deux branches représentent plus de 30 % de l'emploi tertiaire dans la région en 1999.

Dans le secteur industriel, très présent dans la région, le recul de l'emploi se confirme après 1982. Jusqu'en 1990, la décroissance reste moins rapide que celle enregistrée au niveau national (taux de variation annuel moyen : -0,46 % dans la région contre -1,50 % pour la France). Mais la situation de l'emploi dans ce secteur se dégrade nettement dans la région dans les années 1990 où le rythme des pertes d'emplois industriels rejoint celui de la métropole (taux de variation annuel moyen : -1,46 % dans la région contre -1,58 % pour la France).

De 1982 à 1990, ce sont surtout les secteurs traditionnels qui sont touchés par les pertes d'emploi : cuir-chaussure, bois-meubles, matériaux de construction et textile-habillement. Mais la construction électrique et électronique, secteur concerné par les décentralisations, réduit également ses effectifs sur cette période. L'industrie des équipements électriques et électroniques a été particulièrement touchée par les pertes d'emplois entre 1990 et 1999 (taux de variation annuel moyen : -1,64 % contre -0,60 % pour la métropole). Le poids de ce secteur dans l'industrie des biens d'équipements reste cependant stable dans la région (25 %).

Dans les années 1990, les mêmes secteurs traditionnels perdent des emplois mais à ces secteurs s'ajoutent désormais l'aéronautique-construction ferroviaire, le papier-carton et l'automobile. Le poids du secteur automobile dans l'emploi industriel régional a peu évolué après 1982 (6 %). Mais la reprise de l'emploi dans ce secteur, amorcée entre 1982 et 1990, ne s'est pas confirmée sur la décennie suivante.

En revanche, le secteur de la chimie-parachimie s'affiche comme le moteur de l'industrie régionale après 1982. La progression du nombre d'emplois est particulièrement élevée entre 1982 et 1990 (taux de croissance annuel moyen : +1,76 %). Ce secteur, dont beaucoup d'unités de production dépendent d'un groupe, est d'ailleurs sur-représenté dans la région par rapport à la métropole. Ce sont principalement la parfumerie et la pharmacie qui soutiennent la croissance de l'emploi dans cette branche de l'industrie au niveau régional. Ainsi, en 1999, 31 % des salariés de l'industrie des biens de consommation travaillent dans le secteur de la pharmacie, parfumerie et entretien.

Les pertes d'emplois dans le BTP se poursuivent après 1982, tant au niveau régional que national (5000 pertes d'emplois dans la région entre 1982 et 1990). La part des salariés de ce secteur dans l'emploi total varie peu dans la région sur la période 1982-1999 (autour de 7 %).

La dégradation de l'emploi dans le secteur agricole s'accélère après 1982. La région a perdu la moitié de ses emplois agricoles entre 1982 et 1999. Ce secteur ne concentre plus que 5 % des emplois régionaux en 1999 (contre 11 % en 1982).

L'emploi salarié régional marqué par le recul de l'industrie et la progression du secteur tertiaire

	taux de variation annuel moyen (%)			
	1982-1990	1990-1999		
	région	région	métropole	
Industrie	-0,45	-1,41	-1,53	Industrie
IAA	-0,50	-0,60	0,14	IAA
Cuir, chaussure	-2,82	-6,34	-5,66	Habillement, cuir
Imprimerie, presse	1,30	-0,74	-1,21	Edition, imprimerie, reproduction
Chimie, parachimie	1,76	0,83	-0,65	Pharmacie, parfumerie et entretien
Bois, meuble	-2,20	-1,30	-2,69	Industrie des équipements du foyer
Automobile	1,52	-1,18	-1,81	Industrie automobile
Aéronaut, armement	0,39	-3,89	-2,91	Armement, construction aéronautique et ferroviaire
Const. Mécanique	-1,45	-2,01	-0,82	Industrie des équipements mécaniques
Const. électrique, électro	-1,37	-1,64	-0,60	Industrie des équipements électriques et électroniques
		0,48	0,51	Industrie des composants électriques et électroniques
Minér.métaux, mat.constr.	-2,21	-2,84	-2,65	Industrie des produits minéraux
Verre	-1,08	-1,19	-1,73	Métallurgie et transformation des métaux
Fonderie, métaux	0,45			
Textile, habillement	-2,96	-1,47	-3,58	Industrie textile
Papier, carton	2,49	-2,56	-1,96	Industrie du bois et du papier
Caoutchouc, plastiques	-0,98	-0,78	-1,07	Chimie, caoutchouc, plastiques
Commerce	0,94	0,32	0,72	Commerce
Services	1,81	2,20	1,98	Services
Services aux entreprises	4,47	3,52	3,13	Services aux entreprises
Transports	1,58	1,72	0,87	Transports
Services aux particuliers	3,23	3,86	4,46	Services aux particuliers
Ensemble des salariés	0,67	0,80	0,84	Ensemble des salariés

Source : Insee - Estimations d'emploi

NB : sur la période 1982-1990, on ne dispose pas d'estimations d'emploi salarié détaillées par secteur au niveau métropole. Néanmoins, à titre indicatif, la variation annuelle moyenne de l'emploi total métropolitain sur cette période s'élève à 0,36 % (contre 0,18 % au niveau régional).

Sur la période 1990-1999, les comparaisons entre la région et la métropole ont été établies par secteurs définis à partir de regroupements de la Nomenclature d'Activités Française (NAF).

L'emploi salarié régional marqué par le recul de l'industrie et la progression du secteur tertiaire

	gain ou perte d'emplois en nombre			
	1982-1990	1990-1999		
	région	région	métropole	
Industrie	-8654	-27448	-593567	Industrie
IAA	-832	-1120	6707	IAA
Cuir, chaussure	-756	-6965	-107956	Habillement, cuir
Imprimerie, presse	1074	-710	-24446	Edition, imprimerie, reproduction
Chimie, parachimie	2360	1037	-8106	Pharmacie, parfumerie et entretien
Bois, meuble	-2408	-1627	-58399	Industrie des équipements du foyer
Automobile	2020	-1375	-48088	Industrie automobile
Aéronaut, armement	328	-1678	-44120	Armement, construction aéronautique et ferroviaire
Const. Mécanique	-2916	-5036	-32292	Industrie des équipements mécaniques
Const. électrique, électro	-3244	-1565	-13345	Industrie des équipements électriques et électroniques
		444	8085	Industrie des composants électriques et électroniques
Minér.métaux, mat.constr.	-1852	-2365	-45402	Industrie des produits minéraux
Verre	-192	-2544	-74128	Métallurgie et transformation des métaux
Fonderie, métaux	968			
Textile, habillement	-4012	-343	-47419	Industrie textile
Papier, carton	912	-2111	-34927	Industrie du bois et du papier
Caoutchouc, plastiques	-1640	-1484	-34310	Chimie, caoutchouc, plastiques
Commerce	6084	2849	168902	Commerce
Services	51840	84284	2012071	Services
Services aux entreprises	10520	24992	628941	Services aux entreprises
Transports	3341	4941	70139	Transports
Services aux particuliers	17004	17632	535511	Services aux particuliers

Source : Insee - Estimations d'emploi

Malgré un plus fort ralentissement de la progression de l'emploi après 1982, la région conserve un taux de chômage inférieur à celui de la métropole. C'est essentiellement la moindre croissance de la demande de travail qui explique que la région ne se démarque pas de la métropole par une augmentation plus prononcée du chômage. En effet, outre la plus faible attractivité résidentielle de la région, de plus en plus d'actifs travaillent à l'extérieur de la région. Le solde des navettes domicile-travail (entrées-sorties) s'est encore amplifié, passant de -22 100 actifs en 1982 à -37 700 en 1999. Les actifs résidant dans le Centre, de plus en plus nombreux à trouver un emploi à l'extérieur de la région, contribuent ainsi à augmenter la population active régionale, surtout entre 1982 et 1990.

	Taux de chômage (%) (au sens du RP)	
	Centre	métropole
1982	7,8	8,8
1990	9,8	11,1
1999	11,5	12,9

Source : Insee - Recensements de la population

3) Analyse de la période 1999-2004

Sur cette période, contrairement aux périodes précédentes, on ne dispose pas des informations permettant d'étudier la variation de la population active selon l'approche socio-démographique. Par conséquent, seule l'étude de l'évolution de l'emploi régional et métropolitain par secteurs d'activités a pu être menée.

Emploi : confirmation du décrochage région-métropole malgré un contexte de reprise de la croissance

Sur le plan économique, la croissance de l'emploi est supérieure à celle observée entre 1990 et 1999, tant au niveau régional que métropolitain (respectivement +0,7 point et +0,9 point en moyenne annuelle). Tous les secteurs contribuent à ce changement de tendance : gains d'emplois dans le tertiaire et la construction, moindre baisse des effectifs dans l'industrie et le secteur agricole. Cependant, dans ce contexte plus favorable, l'écart se creuse entre l'évolution de l'emploi régionale et nationale : de 0,11 point annuel entre 1990 et 1999, il passe à 0,36 point annuel au cours des cinq dernières années.

Cette croissance reste en grande partie soutenue par le secteur tertiaire dont la progression du nombre d'emplois s'accroît légèrement après 1999. Néanmoins, la région conserve encore un retard par rapport à la métropole (taux de croissance annuel moyen régional : +1,68 % contre 1,92 % pour la métropole). Contrairement à la période précédente, le secteur du commerce est créateur d'emplois dans la région après 1999, avec un taux de croissance (2 %) supérieur à celui du secteur des services (1,8 %). En 2004, le secteur tertiaire regroupe 68 % des emplois régionaux (dont 13 % dans le commerce).

Sur la période 1999-2004, les pertes d'emplois industriels ont été moins accentuées qu'au cours de la décennie 1990 dans la région comme en France. Cependant, ce contexte national moins défavorable se traduit par des évolutions plus accentuées au niveau de la région (-0,90 % par an) qu'en France (-0,67 % par an). Le secteur industriel représente désormais 20 % de l'emploi total régional en 2004 contre 22 % cinq années auparavant.

La pharmacie-parfumerie reste le principal secteur dynamique de la région. L'emploi s'est stabilisé dans les industries des équipements mécaniques et agroalimentaires. En revanche, bien des secteurs ont été touchés par des réductions d'effectifs. C'est notamment le cas des secteurs de la construction aéronautique et ferroviaire (-9,4 %) et de l'automobile (-3,9 %) et aussi, parmi les secteurs traditionnels, de l'habillement (-9,3 %) et non pas du textile qui a maintenu ses effectifs au cours de la période récente et après des restructurations plus anciennes. Ce secteur qui concerne la fabrication de tissus est d'ailleurs très peu présent en région Centre (4 % des emplois des industries des biens intermédiaires en 2004, soit près de 2600 salariés).

Par ailleurs, les industries des équipements électriques et électroniques et surtout les industries des composants électriques et électroniques ont perdu des emplois dans la région (respectivement -0,5 % par an et -1,30 % par an) comme au niveau national.

En outre, les évolutions ne sont guère favorables dans les secteurs de l'imprimerie, des équipements du foyer et dans l'industrie du bois et du papier. En revanche, les réductions d'effectifs sont plus limitées dans le secteur de la chimie, caoutchouc, plastiques.

La situation dans le BTP quant à elle s'améliore à partir de 1997. Cette année marque la fin de la crise dans ce secteur qui devient générateur d'emplois dans la région ainsi que dans la métropole.

Enfin, la perte des emplois agricoles se poursuit dans la région et la métropole après 1999, à un rythme cependant moins soutenu que dans les années 90 (taux de variation annuel moyen régional : -1,31 % entre 1999 et 2004 contre -3,57 % sur la période précédente). Ce secteur ne compte plus que 46000 actifs dans le Centre en 2004.

Le taux de chômage régional reste toujours inférieur à celui de la métropole entre 1999 et 2004. Néanmoins, le décrochage économique de la région par rapport à la métropole se confirmant sur la période, l'écart entre les deux taux s'amenuise progressivement. Ainsi, en 2000, le taux de chômage régional se situait à 1,8 point du taux national alors qu'en 2004, l'écart n'est plus que de 1,2 point.

**Des pertes d'emplois industriels plus fortes dans la région
qu'en métropole à partir de 1999**

	taux de variation annuel moyen (%)			
	1990-1999		1999-2004	
	région	métropole	région	métropole
Industrie	-1,41	-1,53	-0,89	-0,67
IAA	-0,60	0,14	0,78	0,68
Habillement, cuir	-6,34	-5,66	-9,28	-7,89
Edition, imprimerie, reproduction	-0,74	-1,21	-1,16	-1,37
Pharmacie, parfumerie et entretien	0,83	-0,65	0,90	2,20
Industrie des équipements du foyer	-1,30	-2,69	-1,76	-2,59
Industrie automobile	-1,18	-1,81	-3,90	1,10
Construction aéronautique et ferroviaire	-3,89	-2,91	-9,44	-0,48
Industrie des équipements mécaniques	-2,01	-0,82	0,45	-0,27
Industrie des équipements électriques et électroniques	-1,64	-0,60	-0,47	-1,73
Industrie des composants électriques et électroniques	0,48	0,51	-1,30	0,02
Industrie des produits minéraux	-2,84	-2,65	-0,38	-0,85
Métallurgie et transformation des métaux	-1,19	-1,73	-0,14	-0,62
Industrie textile	-1,47	-3,58	1,46	-4,74
Industrie du bois et du papier	-2,56	-1,96	-1,62	-0,79
Chimie, caoutchouc, plastiques	-0,78	-1,07	-0,32	-0,17
Commerce	0,32	0,72	1,98	2,00
Services	2,20	1,98	1,79	2,07
Services aux entreprises	3,52	3,13	3,51	3,83
Transports	1,72	0,87	2,59	2,36
Services aux particuliers	3,86	4,46	1,50	2,53
Ensemble des salariés	0,80	0,84	1,16	1,50

Source : Insee - Estimations d'emploi

	gain ou perte d'emplois en nombre			
	1990-1999		1999-2004	
	région	métropole	région	métropole
Industrie	-27448	-593567	-8797	-132955
IAA	-1120	6707	792	19108
Habillement, cuir	-6965	-107956	-3346	-52784
Edition, imprimerie, reproduction	-710	-24446	-585	-14031
Pharmacie, parfumerie et entretien	1037	-8106	660	15320
Industrie des équipements du foyer	-1627	-58399	-1101	-25899
Industrie automobile	-1375	-48088	-2193	15025
Construction aéronautique et ferroviaire	-1678	-44120	-1526	-3427
Industrie des équipements mécaniques	-5036	-32292	574	-5531
Industrie des équipements électriques et électroniques	-1565	-13345	-227	-20117
Industrie des composants électriques et électroniques	444	8085	-669	187
Industrie des produits minéraux	-2365	-45402	-151	-6959
Métallurgie et transformation des métaux	-2544	-74128	-160	-13468
Industrie textile	-343	-47419	180	-26334
Industrie du bois et du papier	-2111	-34927	-632	-6961
Chimie, caoutchouc, plastiques	-1484	-34310	-328	-2886
Commerce	2849	168902	10464	279871
Services	84284	2012071	43957	1337076
Services aux entreprises	24992	628941	17596	536120
Transports	4941	70139	4747	116135
Services aux particuliers	17632	535511	4723	219437

Source : Insee - Estimations d'emploi

	Taux de chômage (%) (au sens du Bureau International du Travail)	
	Centre	métropole
2000	7,7	9,5
2001	7	8,7
2002	7,5	9
2003	8,3	9,7
2004	8,8	10

Source : Insee

NB : Le taux de chômage au sens du Bureau International du Travail (BIT) est le rapport entre le nombre de chômeurs au sens du BIT et la population active au sens du BIT.

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le BIT, un chômeur est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- être sans emploi, c'est à dire ne pas avoir travaillé, ne serait ce qu'une heure, durant une semaine de référence
- être disponible pour prendre un emploi dans les 15 jours
- chercher activement un emploi ou en avoir trouvé un qui commence ultérieurement

(un chômeur au sens du BIT n'est pas forcément inscrit à l'ANPE, et inversement)